

# Contestations du Clergé et des Patriotes du Valais au sujet du pouvoir temporel après l'épiscopat de Hildebrand Jost (1638-1798)

(1re Partie)

GREGOIRE GHICA

L'offensive des VII Dizains du Valais en vue d'abolir le pouvoir temporel des évêques de Sion avait débuté sous l'épiscopat d'Adrien I de Riedmatten<sup>1</sup> et s'était prolongée sous celui de Hildebrand Jost, jusqu'au moment où l'évêque et le Chapitre scellèrent l'acte de renonciation définitive à la «Caroline», c'est-à-dire au pouvoir temporel concédé, selon la légende, par Charlemagne à S. Théodule, évêque de Sion<sup>2</sup>. Mais on sait que les contestations et les controverses à ce sujet n'en continuèrent pas moins au XVIIe et au XVIIIe siècle entre les Patriotes et le Haut-Clergé du Valais<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> G. Ghika, *La fin de l'Etat corporatif en Valais et l'établissement de la souveraineté des dizains au XVIIe siècle*, Sion, 1947, pp. 99-105.

<sup>2</sup> G. Ghika, *Luttes politiques pour la conquête du pouvoir temporel sous l'épiscopat de Hildebrand Jost (1613-1634)*, dans *Vallesia*, T. II, 1947, pp. 71 et suiv.

<sup>3</sup> G. Ghika, *La fin de l'Etat corporatif...*, pp. 262-275 et *L'indépendance du Valais à l'égard du Saint-Empire...*, dans *Annales valaisannes*, 2e S., T. 6 (1946-1948), pp. 422 et 440-448.

## I. Les élections épiscopales de 1638 à 1701

Au XVII<sup>e</sup> siècle, les recès de la diète valaisanne montrent que l'évêque et le Chapitre mirent fort peu d'empressement à appliquer les articles que les Patriotes avaient imposés en 1613 à l'élection de Hildebrand Jost<sup>4</sup>. Il s'ensuivit un certain nombre de démêlés qui se cristallisèrent autour de l'acte de renonciation à la Caroline, des cérémonies de l'élection épiscopale, des fiefs-liges et de certains droits régaliens.

A la mort de Hildebrand Jost, survenue le 28 mai 1638, selon l'ancien calendrier<sup>5</sup>, les députés de la Diète demandèrent au Chapitre s'il était toujours prêt à observer tous les «traités et articles arrêtés au moment de l'élection de feu l'évêque H. Jost, et durant son gouvernement, et ratifiés par le V. Chapitre, d'abolir le spoliun», etc. Les chanoines y consentirent, à condition que le Pays maintint l'Evêché et le Chapitre dans leurs droits et immunités, ce que les Hauts Seigneurs promirent.

Le mercredi 6 juin (anc. calendrier), les «représentants ecclésiastiques et civils» se rendirent «au château de la Majorie, de là ensemble à l'église Notre-Dame». Le Bailli invita le Chapitre à désigner «selon ancienne coutume, quatre de ses membres». Les chanoines et les députés se donnèrent publiquement les garanties déjà échangées ; puis le Chapitre se rendit dans la sacristie, revint dans le chœur et désigna quatre de ses membres. Une partie des Hauts Seigneurs se rendirent alors dans le transept (*claustris oder kreutzgängen*), et leur choix tomba sur Barthélemy Supersaxo, doyen de Valère, «qu'ils ont créé et nommé à l'unanimité évêque de Sion, préfet et comte du Valais, ce que les autres députés, sur l'ouverture du conseil secret, ont approuvé»<sup>6</sup>. Le Bailli reçut «le serment usité du nouvel élu» et lorsque le nouvel évêque fut assis au grand autel, il lui remit en mains le glaive «en signe de la Préfecture et Comté». Le *Te Deum* chanté, on revint devant le château de la Majorie, et le Bailli en investit Sa Grandeur en lui remettant les clefs<sup>7</sup>.

<sup>4</sup> Sur ces articles, voir G. Ghika, *La fin de l'Etat corporatif...*, pp. 118-140, et *Luttes politiques...*, pp. 76-80.

<sup>5</sup> P. A. Grenat, *Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815*, Genève, 1904, p. 285.

<sup>6</sup> Sur le «conseil secret», voir G. Ghika, *La fin de l'Etat corporatif...*, p. 194, note 657.

<sup>7</sup> Les patriotes élurent B. Supersaxo parce qu'ils souhaitaient un évêque «non seulement très capable, mais aussi pacifique» et ils justifèrent leur choix par sa «parenté honorable», sa connaissance des langues, la manière dont il avait rempli les fonctions d'official. Ils rappelèrent l'heureuse mémoire de l'évêque Walter II Supersaxo «qui s'était excellemment comporté à l'égard de la Patrie». — On sait que B. Supersaxo descendait de Georges Supersaxo, fils de Walter II : voir à ce sujet *Armorial valaisan*, Zurich, 1946, p. 253, art. *Supersaxo*. — Sur toute cette élection, voir *Recès des diètes valaisannes*, traduction manuscrite par Adolphe de Courten, aux Archives cantonales du Valais (AV), 7 vol., L 17 à 23 (cités : de Courten), T. IV, pp. 540 et 540 bis.

Il ne faut pas croire que les cérémonies de l'élection épiscopale, remaniées par les Patriotes depuis 1613<sup>8</sup>, ne provoquèrent en 1638 aucune objection de la part du clergé. Un mémoire anonyme<sup>9</sup> de l'époque pose nettement la question suivante : pourquoi le nouvel élu a-t-il dû recevoir le glaive ou sceptre non seulement du doyen du Chapitre, mais encore du Bailli simultanément, contrairement à l'ancien usage ? Et pourquoi a-t-il reçu les clefs de la Majorie du Bailli seul, et non du Doyen selon la coutume ? L'auteur de cet écrit fait en outre un retour sur les événements qui s'étaient produits sous Hildebrand Jost : pourquoi cet évêque a-t-il demandé secours à Rome, pourquoi a-t-on maintenu secrets les articles qu'on lui a imposés pendant sa captivité à Sembrancher (...*articuli non praelati in publicum*), pourquoi ne les a-t-on pas communiqués au Nonce, pourquoi un chanoine a-t-il dû s'enfuir, et pourquoi ne laissait-on plus aucune lettre passer la frontière ? Cela ne laisse-t-il pas supposer que l'on a attenté aux droits de l'Eglise ?... Pourquoi les chanoines ont-ils dû, à deux reprises, reconnaître le peuple du Valais comme peuple libre, et proclamer la nullité des diplômes carolins ? En abolissant la Caroline (*litteras carolinas*), les patriotes ont commis un crime de lèse-majesté impériale, et les chanoines ont encouru l'excommunication en vertu de la bulle *In Coena Domini*, ce qui les privait du droit d'élire l'évêque ou d'être élus... L'évêque Jost a tenté pendant toute sa vie de protester contre la violence qui lui a été faite. Il y a donc bien eu atteinte grave à la juridiction de l'Eglise. Pourquoi les chanoines ont-ils dû confirmer les concessions antérieures à l'élection de l'évêque Supersaxo... ?

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si, à la mort de l'évêque Barthélemy Supersaxo, survenue en 1640, l'élection de son successeur fut l'occasion d'un conflit entre le Chapitre et les Patriotes<sup>10</sup>.

Les députés avaient demandé au Chapitre de bien vouloir désigner « quatre de leur corps, à teneur de l'ancien usage, des traités et recès, pour que mes Hauts Seigneurs puissent élire, parmi eux, le plus à leur convenance ». Mais les chanoines demandèrent un temps pour réfléchir. Le 23 juillet (anc. calendrier), lors de la cérémonie à la cathédrale, ils demeurèrent « assez longtemps » dans la sacristie et finirent par présenter le Doyen Summermatter, le Doyen Woff, le Chantre de Riedmatten et le curé de Naters, J. Gertschen ; mais ils firent connaître, par l'organe du Doyen Summermatter, qu'ils n'entendaient pas que

<sup>8</sup> Article 3 de la capitulation de 1613. Voir G. Ghika, *La fin de l'Etat corporatif...*, p. 119.

<sup>9</sup> AV, fonds de Rivaz, A. J. de Rivaz, *Opera Historica*, T. XV, p. 639, copie d'un recueil appartenant autrefois à la famille Roten, et *Archives d'Etat de Fribourg*, Collection Gremaud, No 17, *Documents inédits relatifs à l'Histoire du Valais*, 1458-1830, ff. 524 et suiv.

<sup>10</sup> Grenat, *op. cit.*, pp. 299-301, et de Courten, IV, pp. 591-598.

«cela ait lieu en vertu des traités et recès». Les délégués des Patriotes se rendirent plusieurs fois à la sacristie, pour trouver un terrain d'entente, mais en vain, et chacun resta sur ses positions durant plusieurs jours. Les chanoines voulaient en revenir à l'état de choses tel qu'il était «avant le décès de feu sa Grandeur Adrien», c'est-à-dire avant 1613. Les députés décidèrent de porter la chose *ad referendum* et, pour la durée de «l'interrègne», on désigna le bailli Roten en qualité d'administrateur du Comté et Préfecture. Il devait résider au château de la Majorie, pour y rendre la justice avec l'assistance d'un conseil choisi parmi les députés, et de deux familiers. On prévint que les frais qui en résulteraient pour lui ou pour le colonel Ambuël (aubergiste sédunois) seraient couverts par les revenus du comté. Les dizains lui promirent tout l'appui nécessaire. Puis, comme le Chapitre avait osé nommer un official ou juge au spirituel et au temporel, les Hauts Seigneurs le déposèrent «de leur Haute autorité», pour le temporel, et défendirent de comparaître devant son tribunal.

Le nonce, le pape et l'ambassadeur de France, J.-B. Méliand, se préoccupèrent du différend. Mais la Diète d'août déclara que tous ses députés avaient pour unique instruction de défendre la «précieuse liberté» jusqu'à la dernière goutte de leur sang. Ils demandèrent au Chapitre, qui s'était contenté d'y envoyer trois de ses dignitaires, de s'en tenir aux traités et recès, ou d'annuler catégoriquement la prétendue «Caroline» : voulaient-ils transformer le Pays en vasselat de l'Empereur, alors que le Valais avait conquis la liberté *jure belli*, en dix-huit batailles principales et l'avait conservée depuis par un bon régime politique et démocratique ? Le nonce, les ambassadeurs Miron et Carron, les sept cantons catholiques, ne l'avaient-ils pas admis en 1627 déjà ? Les quatre dignitaires du Chapitre finirent par consentir à une élection «sans préjudice des droits réciproques» et les patriotes se déclarèrent d'accord, pourvu que les chanoines renoncent «aux prétendus droits caroliniens et corroborent leur abolition». C'est alors que le pâté (*die pasteten*) fut découvert : le légat pontifical avait défendu aux chanoines de se dessaisir des droits caroliniens. Mais en réalité, on ne trouva aucune défense de ce genre dans les missives de la nonciature<sup>11</sup>. Les quatre dignitaires et cinq autres chanoines, à savoir «les RR. Torneri, Niggelli, Quartéry, Gertschen et Lager»<sup>12</sup>, furent interrogés «l'un après l'autre» sur la Caroline. Tous répondirent qu'ils ne

<sup>11</sup> Sur l'attitude du St-Siège à l'égard du maintien de la «Caroline», voir notre article *Luttes politiques...*, p. 151, note 386.

<sup>12</sup> Il s'agissait probablement de Pierre Tornéry, qui avait accompagné Hildebrand Jost à Rome (*Armorial valaisan...*, p. 259, art. *Tornéry*), de Peter Niggelli alias Roren ou encore de Georg Niggelli (*ibid.*, p. 184, art. *Niggelli*), de Jodoc de Quartéry, futur Abbé de St-Maurice (*ibid.*, p. 203, art. *Quartéry*), de Johann Gertschen (*ibid.*, p. 109, art. *Gertschen*) et de Nicolaus Lager (*ibid.*, p. 144, art. *Lager*).



se souciaient pas des dits droits, «que la plupart d'entre eux n'en savent pas la teneur, qu'ils les reconnaissent volontiers comme anéantis et nuls à jamais».

Cette renonciation fut réitérée devant le château de la Majorie, puis on se rendit à la cathédrale. Avant d'entrer en conseil secret, le Bailli déclara publiquement que l'élection n'aurait lieu que moyennant les conditions indiquées. La Diète tint compte du comportement des chanoines au cours de cette diète, et nomma évêque à l'unanimité le Chantre Adrien de Riedmatten, à cause de la haute réputation de sa famille et en mémoire d'Adrien I et de Hildebrand I qui s'étaient «parfaitement comportés envers la patrie». Le nouvel élu, Adrien III, jura aussitôt de respecter les libertés des dizains, puis reçut le glaive et les clefs comme son prédécesseur. Avant de se séparer, les députés prohibèrent «à quiconque, sous disgrâce de la haute autorité, d'appeler dorénavant sa Grandeur, soit verbalement, soit par écrit, *Sacri Romani Imperii Principem* : on devra s'en tenir aux anciens titres de Révérendissime Evêque de Sion, Préfet et Comte du Valais»<sup>13</sup>. Là-dessus, Adrien III entra en diète, et le Bailli Roten abandonna ses fonctions d'administrateur<sup>14</sup>.

Dès la diète de décembre 1642, on constate que le droit de monnayage, les fiefs-liges et la prestation d'obédience causèrent des frictions entre Adrien III et ses compatriotes<sup>15</sup>. Les députés se disaient «bien contents que sa Grandeur voulût faire frapper des monnaies» et ils étaient disposés à lui en laisser tout le profit, «après essai, titre et valeur établis et reçus, comme usité jusqu'à présent, sous réserve que sur une des faces soient estampillées ses armoiries, sur l'autre les sept étoiles, avec l'inscription *Praefectus et Comes Reipublicae Vallisii*»<sup>16</sup>. On voit que les patriotes voulaient faire reconnaître à l'évêque la séparation du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel, de l'Eglise et de l'Etat, ainsi que leur thèse, soutenue déjà sous Hildebrand Jost, selon laquelle l'évêque n'est que le magistrat d'une République<sup>17</sup>. L'évêque hésita et répondit quelques jours plus tard de telle manière que les députés menacèrent de frapper monnaie au nom du Pays, en utilisant le coin dont on s'était servi précédemment, tout en laissant sa Grandeur en frapper de son côté, selon le titre et la valeur fixés par le Pays. Ils maintinrent leurs conditions en mai 1643<sup>18</sup>.

<sup>13</sup> Voir à ce sujet notre article *L'indépendance du Valais...*, pp. 422-423.

<sup>14</sup> On retrouve un exposé des mêmes faits dans une lettre adressée au nonce en août 1640 (*Archives d'Etat de Fribourg*, Collection Gremaud, No 17, *Documents inédits...*, f. 525).

<sup>15</sup> Grenat, *op. cit.*, pp. 299-300.

<sup>16</sup> de Courten, IV, p. 643.

<sup>17</sup> G. Ghika, *La fin de l'Etat corporatif...*, pp. 200-205.

<sup>18</sup> de Courten, IV, p. 660.

Adrien III avait fixé «de son chef» la date à laquelle il se rendrait dans les dizains pour recevoir leur serment d'obédience. Mais les Hauts Seigneurs opinèrent «que cette fixation appartient au Pays et non à sa Grandeur»<sup>19</sup>. En diète de mai 1644, ils déclarèrent que l'évêque devait se contenter du serment prêté en Diète après son élection «en évitation des frais à parcourir les dizains, d'autant que les Baillis s'en contentent aussi...»<sup>20</sup>. Tout au plus cela pourrait-il se passer «à l'occasion», probablement lors des tournées de confirmation, et moyennant promesse écrite de l'évêque garantissant le respect des libertés des dizains et l'abolition définitive du spoliū des prêtres. On notera que c'était déjà au nom des anciennes coutumes et libertés du Pays que la Diète s'était opposée, en février 1641, à la demande du Légat qui voulait qu'Adrien III se rendît à Lucerne auprès de lui<sup>21</sup>.

L'affaire des fiefs-liges était plus délicate. Grenat<sup>22</sup> donne raison aux patriotes contre les évêques attachés à des modes de paiement désuets ou à des cérémonies déplaisantes pour des hommes libres. Mais ce qui s'était produit sous Hildebrand Jost semble indiquer que les évêques n'éprouvaient pas sans motif quelques appréhensions devant les réformes préconisées par la Diète<sup>23</sup>. Adrien III exigeait que tous ceux qui détenaient des fiefs-liges en fissent «reprise» (*represieren*) dans les quarante jours à dater de sa confirmation, sous peine de perdre leurs droits. Les patriotes décidèrent que ce terme était trop court, que l'attitude de l'évêque constituait une menace pour «les chères libertés». Adrien III voulait-il, ou non, s'en tenir aux traités établis et qu'il avait jurés lors de son élection ? La Diète de décembre 1642 s'acheva par un serment solennel de ne point laisser opprimer le Pays<sup>24</sup>.

En avril 1643, Adrien III publia un manifeste par lequel il rappelait qu'il ne voulait aucunement porter atteinte aux libertés du Pays, mais qu'il réclamait le respect de ses droits. Il ne pouvait admettre les innovations projetées qui amoindriraient l'autorité épiscopale et porteraient encore préjudice au patrimoine de l'évêché, d'autant plus que des seigneurs ecclésiastiques ou temporels possédaient de semblables fiefs dans le Haut et le Bas-Valais<sup>25</sup>.

La diète de mai 1643 prit Dieu à témoin qu'elle ne cherchait qu'à procurer l'avantage de l'Evêché. Adrien III ne consentit à aucune pro-

<sup>19</sup> *Ibid.*, IV, p. 643.

<sup>20</sup> *Ibid.*, IV, pp. 666, 678, 697, et G. Ghika, *ibid.*, p. 170, note 574.

<sup>21</sup> de Courten, IV, p. 607.

<sup>22</sup> *Op. cit.*, p. 300.

<sup>23</sup> Voir à ce sujet G. Ghika, *ibid.*, p. 130 et note 448.

<sup>24</sup> de Courten, IV, pp. 643-644.

<sup>25</sup> *Ibid.*, pp. 655-656.

position des dizains, si ce n'est à «modérer les cérémonies superflues»<sup>26</sup>. En décembre de la même année, l'évêque fait observer qu'il n'a encore rien perçu de ses fiefs-liges depuis son élection, et réclame le maintien de ses droits. La majorité des députés demande alors un délai uniforme d'un an et d'un jour au lieu de six semaines pour la reprise des fiefs-liges et l'abolition des cérémonies telles que déposer arme et ceinturon, se mettre à genoux, imposer les mains, baiser le ponce, etc. En outre, les juges devaient veiller à ce que les veuves et les orphelins ne perdent pas leurs droits par négligence. Adrien III protesta : un délai uniforme mettait sur le même pied le noble et le paysan ; au surplus, il maintint son point de vue avec une grande énergie, notamment à la diète de mai 1644. Les députés répliquèrent que si l'on voulait changer quelque chose à l'état de ces fiefs, c'était parce que les «prestations de fidélité ne convenaient pas à des personnes d'état libre, mais sentaient les seigneurs absolus (*Zwingherren*)» et qu'il n'en résultait que de l'orgueil pour le seigneur féodal, et, d'autre part, parce que les échutes par manque de reprise ne provenaient que de l'ignorance ou de la négligence. De plus, le système de réconnitions était plus avantageux dans le Bas-Valais et dans la juridiction de la Mense de Sion que chez les libres patriotes du Haut-Valais, ce qui était intolérable. Le légat Farnèse n'avait-il pas approuvé la suppression des fidélités, pourvu que ce ne fût point sans récompense ? Or les Dizains étaient prêts à fournir ces récompenses. Ils prirent donc quelques décisions pratiques à cet effet, et exigèrent encore la suppression du spolium. Mais ni sur ce dernier point, ni sur la question des fiefs-liges, l'évêque ne voulut se ranger au point de vue des Patriotes. Excédés, les députés proclamèrent que leurs décisions ne seraient plus retouchées en diète, ou qu'ils ne s'y présenteraient plus<sup>27</sup>. Ces menaces n'empêchèrent point le Chapitre de protester, de concert avec son prélat, au cours des années 1645 et 1646, mais sans résultat<sup>28</sup>.

Adrien IV de Riedmatten fut élu le 1er octobre 1646 selon le mode prévu par les Patriotes en 1613. Les chanoines présentèrent quatre candidats, selon «l'ancien usage observé jusqu'à ce jour», et si l'on en croit les recès, aucun incident ne se produisit<sup>29</sup>.

C'est au cours de la diète de décembre 1648 que ce nouvel évêque remit sur le tapis la question des fiefs-liges, dont les réconnitions n'étaient toujours pas opérées. Les députés expliquèrent qu'Adrien III, en 1646, avait prévu une commission mixte en vue d'abolir les échutes, moyennant dédommagement pour la Mense, mais que son décès

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 660.

<sup>27</sup> *Ibid.*, pp. 676-679.

<sup>28</sup> *Ibid.*, pp. 690, 697 et 708.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 711.

inopiné n'avait pas permis de liquider cette affaire. La majorité déclara qu'elle avait pour instruction d'autoriser les reconnaissances, à condition de «mitiger le serment», d'abolir les cérémonies humiliantes, et d'établir un terme d'échute de un an et un jour pour les orphelins, de six à douze semaines pour les autres. La minorité voulait en rester au recès de 1646. Adrien IV demanda que toutes ces propositions fussent soumises au pape pour sa décharge<sup>30</sup>. L'affaire traîna et le nouvel élu crut y voir le motif du retard dans sa confirmation par le St-Siège. Un nouveau projet d'articles fut mis sur pied le 20 avril 1652, mais rien ne fut réglé<sup>31</sup>.

Sous le règne d'Adrien IV, la Contre-Réforme fit des progrès définitifs ; néanmoins, cet évêque se plaignit encore de ce que des jeunes gens ne cessaient de fréquenter les écoles luthériennes<sup>32</sup> et réclama à plusieurs reprises le bannissement des hérétiques<sup>33</sup>. Ce n'est qu'en 1650 que les Jésuites furent admis en Valais, vu que «la majeure partie des préposés actuels dans la Patrie, ecclésiastiques et civils ont reçu (des Jésuites) principalement leur instruction»<sup>34</sup>. On voulait toutefois que l'évêque leur imposât certaines règles, afin qu'ils ne s'immiscent pas dans le gouvernement temporel, et Sion voulut faire état de ses libertés désénales pour s'y opposer<sup>35</sup>. Ce n'est qu'en 1655 qu'on adopta enfin le nouveau calendrier grégorien, «à l'unanimité sauf quelques disparités» ; il entra en vigueur le 1er mars 1656, qui devint ainsi le 11 mars<sup>36</sup>.

\*

Selon Grenat, dont la source n'est malheureusement pas indiquée et qui ne semble pas devoir se trouver dans les recès de la diète<sup>37</sup>, Adrien IV aurait «cru pouvoir profiter de la bonne disposition religieuse de la majeure partie des députés pour tenter de faire rétablir l'évêque dans ses anciens droits : du moins il protesta, en conseil général, contre les six empiétements suivants qui avaient lieu depuis la grande lutte contre Hildebrand Jost : 1. Les patriotes se disaient souverains de l'Etat ; 2. le Bailli s'était arrogé le droit de convoquer les diètes ; 3. il y avait pris place avant l'évêque ; 4. chaque dizain instituait son juge et lui faisait prêter serment ; 5. refus à l'évêque du droit de ré-

<sup>30</sup> *Ibid.*, pp. 744 et suiv.

<sup>31</sup> *Ibid.*, pp. 754-755 et V, pp. 18 et 21.

<sup>32</sup> Grenat, *op. cit.*, pp. 302-303, et de Courten, IV, pp. 739 et suiv.

<sup>33</sup> Voir à ce sujet de Courten, V, pp. 26, 65, 130, 143, 151, 160, 162.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 774, et Grenat, *op. cit.*, pp. 303 et suiv.

<sup>35</sup> Voir à ce sujet de Courten, V, pp. 5 et suiv., 42 et suiv., 44, 57, 161-169, 177, 183, 187, 200 et suiv., 212, 251, 281, etc.

<sup>36</sup> Grenat, *op. cit.*, p. 308, et de Courten, V, pp. 64, 67 et 85.

<sup>37</sup> Grenat, *op. cit.*, p. 306.

gale ; 6. l'effigie de S. Théodule avait disparu de la monnaie pour faire place à l'écusson aux sept étoiles».

Quoi qu'il en soit de ce fait, on peut admettre avec Grenat que cette protestation dut être assez vaine. Il n'est, pour s'en convaincre, que de parcourir la chronique du médecin grison Constantin a Castello, médecin officiel du Pays, établi à Sion dès le début du XVII<sup>e</sup> siècle, reçu patriote en diète de décembre 1666<sup>38</sup>. Cette chronique, intitulée *De antiquo et hodierno Excelsae Vallesii Reipublicae statu discursus brevis*, date de 1650 environ, et sa seconde partie est réservée à l'histoire<sup>39</sup>. La donation de Charlemagne y est répudiée comme anachronique (pp. 90-101). Quant au titre de comte et préfet de l'évêque, l'auteur affirme ne le trouver qu'en 1399, bien que le titre de comte appartienne à chaque évêque (p. 119). Guillaume de Rarogne ne le tenait donc pas de Charlemagne, sinon ses prédécesseurs l'auraient porté, ni de Charles-Quint, qui n'était pas né, ni de lui-même, car il ne l'aurait osé. Il s'ensuit donc que ce titre vient de la patrie, qui voulut le décorer de ce titre ! A Castello soutient que le Valais ou les dizains se sont mis sous protection directe de l'aigle romaine bicéphale ou sous l'égide de gouverneurs intermédiaires, qui finirent par se rendre intolérables à l'évêque et aux populations, si bien que l'empereur les supprima. Ce dernier abandonna l'épée et la balance impériale (*ensem et bilancem*) ainsi que le patronage de l'évêché (p. 120). Les dizains réalisèrent leur unité et mirent fin à l'anarchie en se groupant autour du préfet.

Notre chroniqueur affirme encore que les trois états (*status*) du pays sont les ecclésiastiques, les nobles et le peuple. Les trois ordres se réunirent pour délibérer à propos de la préfecture : la noblesse, constituée par de puissants hommes-liges de l'empereur, pouvait y prétendre. Mais les magistrats et le peuple désiraient conserver librement cette charge. L'évêque en tant que personnage principal du pays (*primarius*), pouvait aussi briguer cette charge. Il en résulta de vives discussions lors de l'élection de Guillaume de Rarogne en 1402. Finalement, l'évêque fut proclamé chef (*caput*) et juge suprême du pays (*primarius judex*). On lui remit l'épée et la balance. Les autres officiers lui furent subordonnés ; les grandes amendes et les confiscations lui furent réservées, etc.

Le Bailli ou capitaine est choisi parmi les plus nobles : il veille au bien public, aux affaires politiques et militaires, il renseigne la Diète... il assiste le préfet et juge suprême. Son rôle est analogue à celui des avoyers (*Schultheiss*) en Suisse (p. 121). C'est pourquoi le Bailli est reçu à la table de l'évêque avec ses quatre familiers... La Diète

<sup>38</sup> *Armorial valaisan...*, p. 51, art. a *Castello*, et de Courten, V, p. 230.

<sup>39</sup> Copie aux *AV*, L 139, in-folio, 168 pages manuscrites.

(*summus Senatus*) reçoit les appels, nomme les magistrats supérieurs, exerce le patronage de l'évêché, ainsi que les attributs du pouvoir suprême (*alti dominii*). Elle tranche les affaires relatives aux traités (p. 87), à l'entr'aide fédérale, aux concessions de passage, aux monnaies, à la guerre, à tout ce qui touche au mère, haut et mixte impère. — Nulle part on n'a vu le comte et préfet traiter une affaire à lui seul (p. 146), avec un prince ou une République. Jamais il n'a pu accorder seul le passage à des troupes, ni s'occuper des affaires d'Etat sans le conseil de la magistrature. Jamais il n'a fait la guerre. Depuis 1400, date où les Baillis ont été retirés, le Sénat est devenu chef du pays, premier juge et détenteur du droit de gracier. La Diète participe donc aux émoluments du juge suprême (l'évêque), à ses honneurs et à ses charges (*participem vel condominium*). Depuis le retrait des baillis et des ducs de Zähringen, la République (*respublica*) a été patronne de l'Evêché et l'a protégé à l'intérieur comme à l'extérieur. A Castello estime que sa démonstration réduit à néant toute accusation d'usurpation adressée au Haut Pouvoir (p. 147).

Cette chronique, qui n'est pas sans offrir des particularités originales, montre que les Patriotes, au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, n'étaient pas prêts à reconnaître la souveraineté de l'évêque de Sion <sup>40</sup>.

Le 25 août 1672, le Bailli Gaspard Stockalper convoqua la diète qui devait élire le successeur d'Adrien IV ; en son absence, il chargea le vice-bailli de se rendre à la Majorie en son nom, pour y apposer les scellés à la chancellerie, y prendre possession du comté et de la préfecture et exercer la justice <sup>41</sup>. Après le cérémonial ordinaire, le Bailli demanda aux chanoines de procéder à la présentation «selon que s'est pratiqué depuis plus de 250 ans et notamment dans les trois dernières élections». Le Chapitre effectua la présentation de quatre de ses membres, et la Diète élut Adrien V de Riedmatten, selon le mode établi en 1613 <sup>42</sup>. Le nouvel élu fut placé au maître-autel et, «en vue de tous, y

<sup>40</sup> Il ne semble pas que l'évêque ait jamais reçu la balance en plus du glaive comme symbole de son pouvoir judiciaire, mais c'était le cas pour les juges de dizain (Voir à ce sujet D. Imesch, *Der Zenden Brig bis 1798*, dans *Blätter aus der Walliser Geschichte* (cité *BWG*), T. VII, Sion, 1934, p. 185).

<sup>41</sup> de Courten, V, p. 295.

<sup>42</sup> Gremaud (*Archives d'Etat de Fribourg*, Collection No 17, *Documents inédits...*, p. 530) reproduit un document des Archives de Valère datant de 1672, où l'on rappelle que le mode d'élection admis par le Pape, sur la base du concordat germanique, est le suivant : *Ut per capitulum antecederet per scrutinum eligantur e suo numero quatuor digniores canonici, qui dein in publico conventu utriusque magistratus tam ecclesiastici quam temporalis proponantur, ex quibus quatuor inde rursus is votis capitularibus eligatur et nominetur accedente consensu et voto etiam magistratus saecularis ratione dominii temporalis*. — Il y aurait ainsi élection de quatre chanoines dignes par le Chapitre, et les magistrats laïcs auraient le droit de choisir en même temps que le Chapitre un de ces quatre, parce que l'évêque est aussi prince temporel. Telle est la coutume (*more hactenus usitato*).



a reçu du Bailli le glaive d'or, en investiture de la régalie, du comté et préfecture... ; au château de la Majorie, devant la porte du dit, le Bailli a remis en mains, à sa Grandeur, les clefs, en signe d'investiture et remise des châteaux épiscopaux et de la Chancellerie».

Aussitôt après le serment d'obédience, les patriotes réclamèrent le rachat des fiefs-liges, l'abolition des échutes, ou une procédure arbitrale afin de liquider cette question. Ils demandèrent en outre que les fiscaux de sa Grandeur exposent leurs causes aux juges de dizains et procèdent selon le *Landrecht*.

À la diète de décembre 1672, l'évêque répondit que la question des fiefs dépendait de Rome et les patriotes prétendirent s'en tenir au recès de 1644 au sujet de ce litige deux fois séculaire<sup>43</sup>. En mai 1677, ils réclamèrent l'établissement d'un délai de six mois pour la reprise des fiefs, réservant encore les «excuses légitimes», et proposèrent une ordonnance relative à ces fiefs, mais l'évêque protesta contre toute innovation portant sur la nature des fiefs-liges. Enfin les députés s'élevèrent encore contre toutes «cérémonies odieuses... qui impliquent plutôt un esclavage». — Quant au droit de frapper monnaie, ils le reconnurent à l'évêque, sous les mêmes réserves qu'en 1644<sup>44</sup>.

C'est sous l'épiscopat d'Adrien V, semble-t-il, que se reposa la question de la «première instance» en matière judiciaire, qui devait déclencher plus tard les attaques du Chapitre contre les usurpations des Dizains<sup>45</sup>.

Les recès ne révèlent pas de démêlés particuliers entre «les deux états» ecclésiastique et civil sous Adrien V. Toutefois, en 1687, la Diète manifesta sa mauvaise humeur contre certains ecclésiastiques, instigateurs de troubles, «qui s'immiscent indument en toutes affaires d'État et de charges, se comportent dans le monde avec plus de zèle, pour le temporel, qu'en leur vocation spirituelle, représentant plutôt *Saulum militantem* que *Paulum praedicantem*, sans conversion»... ; ils feraient mieux de «laisser agir à son gré le pouvoir temporel (*die Weltlichen*), abandonnant à Dieu et à ses administrateurs sur la terre la justice et

<sup>43</sup> de Courten, V, p. 299.

<sup>44</sup> *Ibid.*, pp. 335-336.

<sup>45</sup> *Ibid.*, pp. 376, 396 et suiv., 446 et 694. Les patriotes voulaient maintenir la compétence du juge ordinaire, c'est-à-dire du domicile du défendeur. On notera que Hildebrand Jost semblait avoir admis, en 1637, que les ressortissants de la vallée d'Hérens comparussent en première instance devant le châtelain ou le major, etc., et non pas devant son propre tribunal pour les petites causes (Voir A. Heusler, *Rechtsquellen des Kantons Wallis*, dans *Zeitschrift f. schw. Recht*, N. F., VII-IX Bd., Bâle 1890, p. 100, No 362) ; mai, antérieurement, il avait contesté l'instance du gouverneur ou du Bailli (de Courten, III, p. 730, griefs de 1627). — La diète de mai 1691 décrète que les appels émanant des tribunaux des gouverneurs seront interjetés en Diète et non devant le Bailli (*ibid.*, V, p. 636), mais elle admit plus tard des exceptions en faveur de l'évêque, pour les procès des patriotes contre les sujets (*ibid.*, p. 723).



gouvernement à eux commis, laissant sans préoccupation débattre promotions à une ou autre fonction...» Sa Grandeur déclara qu'elle partageait cette façon de voir et promit de veiller à ce que les «deux états puissent vivre en paix et bonne harmonie»<sup>46</sup>. On ignore à quels faits ce texte fait allusion, et il en est de même pour le recès de mars 1689 qui reproche à un prêtre du dizain de Viège d'avoir parlé en chaire «beaucoup trop généralement et avec violence, contre la justice et l'autorité innocentes»<sup>47</sup>.

On sait, toutefois, que la reconnaissance du Valais comme République, par les cantons catholiques, ne se fit point sans opposition de la part du clergé<sup>48</sup>. Tandis que Berne qualifiait volontiers le Valais de «République» vers 1643, les VII cantons catholiques s'y refusèrent jusqu'au moment où ils craignirent de s'aliéner les sympathies du Valais au profit de Berne, et où les succès de la Contre-Réforme leur parurent satisfaisants dans la vallée du Rhône. Ce n'est qu'en 1681 que l'alliance avec les cantons catholiques put être renouvelée : l'évêque contestait le titre de « République », les cantons y voyaient une atteinte à la démocratie et prétendaient que l'alliance de 1533 ne pouvait subsister que si l'on ne portait aucune atteinte aux droits de l'Eglise. Les dizains réclamaient la reconnaissance de leur libre démocratie, de leur titre de République, et de leur droit de conclure librement des alliances. Finalement, les VII cantons admirent sans réserve (*ohne Vorbehalt*) le titre de République, ce qui n'empêchera pas les évêques de protester encore en 1755 contre l'emploi du terme « République » sur les monnaies<sup>49</sup>.

\*

La diète de juin 1701 se trouva dans une situation analogue à celle qui s'était produite en octobre 1613 : l'évêque Adrien V de Riedmatten et le bailli Jean Kreig étaient morts «presque simultanément», le 20 et le 29 mai. Mais les différends survenus à propos des articles de 1613 paraissent oubliés en ce début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le recès de 1701 ne

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 537, voir en outre pp. 533 et 749.

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 570.

<sup>48</sup> W. Oechsli, *Les Cantons suisses et le Valais*, dans *Annales valaisannes*, le série, T. II, 1918-1919, pp. 170-179.

<sup>49</sup> de Courten, V, p. 427. — En 1644 déjà, les patriotes avaient protesté contre un bref du pape intitulant leur Etat «Province» (*Provintz*) au lieu de se servir du titre «ancien et dû» de République (*ibid.*, p. 671). — En 1755, l'évêque voulait que le terme de «République» fût pris dans l'acception admise par les premiers de ses prédécesseurs qui l'avaient autorisé, mais les dizains protestèrent à leur tour contre les armoiries de l'évêque sur les monnaies (*ibid.*, VII, p. 377). — Voir encore Grenat, *op. cit.*, p. 364.

présente d'intérêt que par les précisions qu'il apporte sur les cérémonies de l'élection épiscopale <sup>50</sup>.

On décida de nommer le Bailli en premier lieu, puisque celui-ci devait remettre le glaive à l'évêque, ainsi qu'on l'avait fait un siècle plus tôt. Le 2 juin, les autorités civiles délibérèrent à la Majorie avec les chanoines, au sujet du cérémonial, puis se rendirent à la cathédrale, où le Chapitre les attendait. Elles occupèrent la partie droite du chœur, tandis que les chanoines se placèrent du côté de la sacristie. Après les offices, le Bailli invita le Chapitre à effectuer la présentation de quatre de ses membres « parmi lesquels l'Etat civil eût à élire le nouvel évêque ». Après une allocution du doyen Supersaxo, le secrétaire du Chapitre remit une lettre cachetée contenant la présentation. Le Bailli Pierre de Riedmatten confia le conseil secret (scrutin) <sup>51</sup> au dizain de Viège, assisté de deux députés par dizain. Comme les candidats présentés étaient tous ressortissants des dizains de Viège ou de Conches, il fut question de contester la présentation, mais le Chapitre demanda de l'agréer « telle quelle cette fois, pensant qu'elle ne pourrait être contestée *de jure* ». Les qualités éminentes de François-Joseph Supersaxo rallièrent du reste tous les suffrages.

Les chanoines placèrent le nouvel élu à l'autel, du côté de l'Evangile. Le Bailli, « tenant le glaive de la Préfecture sur l'épaule droite, s'avança du côté de l'Epître, exposa brièvement au nouvel évêque que, recevant ce glaive de l'Etat, il se ressouvienne de l'employer non seulement au maintien de la justice, mais encore pour le soutien de la liberté de la patrie, comme on l'espère ». Il lui remit le glaive, en lui souhaitant un long et heureux gouvernement. Après le *Te Deum*, on se rendit à la Majorie, « l'évêque prenant la droite du Bailli et les chanoines s'entremêlant aux membres civils ». A l'entrée du château, les clefs furent présentées sur un plat à Sa Grandeur. Le Bailli lui remit également celles de la chancellerie, dans l'avant-pièce. La prestation du serment eut lieu ensuite dans la salle des séances et la solennité s'acheva par un banquet.

Si les recès ne révèlent pas de démêlés saillants entre cet évêque et les députés de la Diète, il n'en reste pas moins qu'après toutes les discussions du XVII<sup>e</sup> siècle, le Clergé et la Diète demeuraient sur leurs positions et que plusieurs questions politiques constituaient un terrain fort brûlant entre les deux parties. On voit que le droit de présentation de quatre candidats, réclamé par les Patriotes lors de l'élection épisco-

<sup>50</sup> de Courten, VI, pp. 27 et suiv. Le recès de 1701 devait servir de base à un litige de préséance aussi vain que durable : il s'agissait de savoir qui, de Conches ou de Sion, devait marcher au premier rang (voir Grenat, *op. cit.*, pp. 389 et suiv., et de Courten, VI, p. 567).

<sup>51</sup> Voir notre note 6 ci-dessus.

pale, n'est pas reconnu franchement par le Clergé, et ce n'est pas sans réserver la « liberté » que le Bailli remet le glaive et les clefs du château de la Majorie à l'évêque nouvellement élu. Les recès comme la chronique du médecin a Castello prouvent que les Patriotes ne sont pas près de revenir sur la renonciation à la Caroline, tandis que l'évêque, semble-t-il, n'attend qu'un prétexte pour revendiquer son ancienne souveraineté. Rien n'avait été résolu en ce qui concerne les fiefs-liges, et chacun prétendait aux droits régaliens. On peut le constater sous l'épiscopat de F.-J. Supersaxo : ce dernier, en 1707, obtint l'autorisation de frapper monnaie, mais les dizains exigèrent chacun un versement de 50 livres. Le prélat fit néanmoins réserve de ses droits régaliens<sup>52</sup>. On pouvait donc s'attendre à une reprise des hostilités au XVIIIe siècle.

## II. La « Mutinerie » de 1732

La lecture des recès de la Diète valaisanne montre que, dès la fin du XVIIe siècle, le patriciat dut faire face à des agitateurs qui tentaient de soulever le peuple contre son autorité. Ces troubles eurent pour point de départ la célèbre affaire du Bailli Gaspard Stockalper ; l'histoire en fait mention dès 1679, notamment à Loèche entre 1688 et 1702<sup>53</sup>. Un incident du même genre se produisit à Sion en 1689<sup>54</sup>. Dès 1694, la Diète répète que les décisions de la majorité doivent faire règle<sup>55</sup>, ce qui prouve que ses consignes ne sont plus suivies partout.

Grenat et Bertrand ont suffisamment exposé les critiques auxquelles furent en butte les autorités du Valais à la suite de la guerre de Villmergen, si lamentablement organisée par les Cantons Catholiques, ainsi que la « mutinerie » qui se produisit en 1732 : la Diète ayant accordé la concession des mines de Binn à un Anglais nommé Mandel<sup>56</sup>, les mécontents firent répandre le bruit que la religion et la liberté étaient en danger. Ces faits laissent entrevoir que l'esprit régionaliste

<sup>52</sup> de Courten, VI, pp. 124, 144 et 200.

<sup>53</sup> Grenat, *op. cit.*, pp. 328 à 333, 344 à 347, et de Courten, V, pp. 549, 559, 566, 571 et suiv. — Sur l'affaire Stockalper, voir J.-B. Bertrand, *Gaspard Stockalper de la Tour...*, dans *Annales valaisannes*, 2e S., Ve année, 1930, No 3.

<sup>54</sup> de Courten, V, p. 584.

<sup>55</sup> de Courten, V, pp. 698-731. Sur le principe de majorité, voir G. Ghika, *La fin de l'Etat corporatif...*, pp. 227-230.

<sup>56</sup> Grenat, *op. cit.*, pp. 348-375. J.-B. Bertrand : *Un bi-centenaire, une guerre des paysans en Valais en 1732*, dans *Almanach du Valais*, Sion, 1932, pp. 49-55. L'auteur n'indiquant pas ses sources, il n'est malheureusement pas possible de contrôler ses allégations. — de Courten, VI, pp. 515-552.

de Conches <sup>57</sup> n'était point mort, et que plusieurs communes réagissaient contre le patriciat qui tendait à s'approprier l'exercice de la souveraineté dans le pays. La ville de Sion fut spécialement en cause. On trouve même à cette époque, une première protestation du Bas-Valais contre les abus des gouverneurs des VII Dizains.

En 1732, écrit Grenat, l'évêque Supersaxo se trouvant impliqué dans ces accusations, crut devoir engager ses ouailles à la paix, mais rien n'y fit. Après une sorte de conseil désénal à Stalden, une « *Lands-gemeinde* » se réunit à Viège, les 27 et 28 août. Les communes y envoyèrent de nombreux représentants et adoptèrent 39 articles à l'unanimité. — Rappelons ceux qui intéressent notre sujet :

Art. 4. : « Toutes les affaires intéressant le public, qui auraient été faites par l'Etat, seront exposées aux communes sous peine de perte d'emplois et les recès seront déposés dans chaque dizain, en un lieu convenable, et non plus chez les juges ».

Art. 11 : « Nul ne sera admis patriote (naturalisé) sans référence suffisante. Les dizains devront être préalablement informés et consentir à l'admission ».

Art. 14 : « Les capitaines de dizain et les bannerets ne le seront plus à vie... de même que les porte-enseigne, excepté à Lietsch (Löt-schen) ... les capitaines et les bannerets seront changés ou confirmés tous les 15 ans ».

Art. 20 : « On veut savoir ce qu'est devenu l'argent des taillables, puis, qui reçoit la pension annuelle de France pour les étudiants, et qui en jouit ».

En outre, il est question de maintenir les deux diètes annuelles ordinaires, mais de les faire siéger à Tourtemagne, et d'instaurer, chaque quatre ans, en place de la diète de mai, une *Landsgemeinde*, présidée par le Bailli, qui l'aurait convoquée, et comprenant vingt hommes ou plus, envoyés par chaque dizain. Cette assemblée devait concourir à nommer aux hautes fonctions (Art. 15, 21, 25 et suiv.). D'autre part, aucune diétine (diète extraordinaire) ne devait se terminer avant la soumission des « tractanda » aux communes (art. 21).

On voit que la *Landsgemeinde* de Viège avait manifesté une mauvaise humeur très nette à l'endroit de Sion, capitale aristocratique. Mais, d'une façon générale, ces articles montrent combien les communes tenaient à l'institution démocratique du référendum et protestaient contre un patriciat enclin à accaparer les emplois ou les deniers

<sup>57</sup> Voir un exemple de cette tendance au XVII<sup>e</sup> siècle dans notre article *Luttes politiques...*, p. 103.

publics, et à ne pas rendre compte de toutes ses décisions<sup>58</sup>. Quelle était la situation faite au clergé dans l'institution de cette *Landsgemeinde* ? Certes le paragraphe 37 réservait, dans tous les articles, les droits que posséderaient l'Évêché et le Chapitre. Mais il est certain que le Clergé se sentit menacé dans ses droits et c'est pourquoi il prit fait et cause, provisoirement, pour le patriciat et pour la Diète. Ainsi, le 5 février 1733, l'évêque, le Chapitre et la louable ville de Sion firent imprimer, chez Jean-Michel Meyr, la réfutation d'un écrit anonyme destiné à troubler la paix publique, et la firent répandre dans les VII Dizains<sup>59</sup>. Ce document, que Grenat n'a point connu, apporte quelque lumière sur la liquidation des événements de 1732. Il permet de connaître la substance de l'écrit anonyme, qui dut paraître en janvier 1732, et qui visait à défendre la démocratie et le projet de *Landsgemeinde*. Il explique en outre, pensons-nous, comment l'évêque et le Chapitre profitèrent de ces circonstances, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, pour faire état, à nouveau, de leurs anciens droits souverains en Valais. Ce texte mérite donc que nous le reproduisions d'assez près, d'autant plus que sa rédaction déficiente ne permet guère de résumer, autour de quelques arguments essentiels, les nombreuses incidentes et remarques qui encombrèrent chacun de ses alinéas. On pourra du moins se représenter ainsi le genre littéraire d'un manifeste politique valaisan en 1733.

L'auteur anonyme commence et achève son exposé en disant que, si la *Landsgemeinde* n'a pas conçu des articles utiles pour la liberté et pour le bien public (*für die Freyheit und zu gutem des gemeinen*

<sup>58</sup> On retrouvera un témoignage analogue sur l'attitude du peuple valaisan à cette époque chez W. A. Liebeskind, *Das Referendum der Landschaft Wallis*, Leipzig, 1928, pp. 34 et 37.

<sup>59</sup> «*Wohlmeinende Widerlegung und Antwort auf ein Frieden-stehrendes Schreiben eines unbekannten Scribents, allen Frid-liebenden Seelen in den 7 Löblichen Zehnden zum guten*». Un exemplaire se trouve aux AV, fonds AT, L, collectanea, T. 1, No 151, cahier de 14 pages imprimées de 16 ½/21 ½ cm. — A la fin de l'année 1732, on trouve, dans un recueil de recès (AV, fonds ABS, 204/23, p. 442 bis, cahier de 10 pages manuscrites de 10 ½/16 cm.), un poème allemand anonyme de 34 strophes exprimant des vœux de nouvel-an pour le peuple du Valais. L'auteur y déplore le péché qu'on a commis en 1732 en troublant la paix après de nombreuses années de tranquillité. La fausse interprétation d'une convention a été la cause de tout le mal, mais l'auteur discerne en outre les efforts de la secte de Luther, de Zwingli et de Calvin contre l'Eglise dont on voulait anéantir les droits. Le peuple s'est laissé séduire, mais ne se révoltera pas contre des autorités qu'il ne saurait remplacer. — Le poème mentionne en outre une intervention auprès du Nonce et une lettre de ce dernier, mais ces faits n'apparaissent pas dans les recès, ni chez Grenat ; on retrouve quelques indications à ce sujet chez Bertrand, *op. cit.*, p. 53. Il en va de même pour l'arrestation d'un mauvais officier, qui serait le capitaine Héritier, de Savièse, selon Bertrand (*ibidem*, p. 54). — Les efforts du Chapitre, des curés et du Prince-évêque n'ont pu calmer la *Landsgemeinde*. Que Dieu protège le Prince, car on peut craindre un châtimement si l'on ne se convertit pas. L'auteur termine en souhaitant qu'en 1733 la croix des autorités se transforme en joie et que le peuple réfléchisse bien à ce «*Lied*» qui lui est dédié.

*Weesens*), on peut toujours les reviser. — Nous répondons qu'il ne s'agissait point là d'une assemblée du Pays (*Lands-Versammlung*), mais d'une assemblée irrégulière d'esprits remuants, qui ont innové injustement et dangereusement : en effet, cette assemblée s'est réunie sans pouvoir (*Gewalt*) juridique, en opposition diamétrale aux statuts du Pays (*Lands-Satzungen*), ce qui peut avoir de graves conséquences pour l'unité et la tranquillité du Pays, et elle a causé de grandes dépenses inutiles. Que vaut ce qui est décidé en dehors de l'autorité régulière (*rechtmässige Oberkeit*) ? Une innovation en entraîne une autre : pourquoi remettre en cause ce que les ancêtres ont juré et tenu pour sacré ? Le Pays finirait par ne posséder aucune règle fondamentale, aucune loi ou ordonnance (*Grundregel, Gesetz, Ordnungen*). Est-ce là veiller à la liberté et au bien public ? Qu'on examine plutôt les funestes conséquences qui en résulteront évidemment pour la Patrie :

1) L'auteur anonyme dit que les communes des sept louables dizains ne seraient pas un peuple libre si elles ne pouvaient, en l'absence de l'évêque et des autres chefs du Pays (*Lands-Haupteren*) élus par leurs députés, établir ou corriger les statuts du Pays (*Lands-Ordnungen*). — Nous répliquons que cela est contraire, précisément, à l'article 37 adopté par la *Landsgemeinde* elle-même, qui réserve les droits du clergé. Ne conteste-t-on pas, en effet, à l'évêque et au Chapitre, le droit de participer aux affaires publiques et d'y présider, comme cela s'est fait de tout temps ? Les VII Dizains et les communes connaissent parfaitement les hauts droits qui appartiennent à l'Eglise de Sion dans l'Etat. Cette réserve n'était donc destinée qu'à tromper le peuple, ainsi qu'on le voit par la violente attaque (*mit vollem Grimmen*) de l'auteur anonyme contre les droits de l'Eglise de notre Patrie. Si le peuple ne peut être libre sans que les communes détiennent le pouvoir, il faut éliminer de toutes les assemblées du Pays la présence justifiée du Haut-Clergé, et notre auteur dit qu'on s'y est engagé entièrement, selon l'art. 38. Les honnêtes gens doivent donc réagir.

On objectera peut-être avec notre auteur : dans les libres cantons de la Suisse, le Clergé n'a rien à voir en matière civile (*zu denen Civilischen und gemeinen Lands-Ordnungen*). — Réponse : cela est vrai pour la Suisse et pour bien d'autres lieux. Mais chez nous, la situation est différente : on toucherait aux droits et immunités sacrés de l'Eglise si l'on privait l'Evêché et le Chapitre de leurs droits en matière civile ou étatique (*Civilischen oder Staats-Rechten*). Qui montrera que l'Eglise n'a jamais eu ces privilèges en Valais ou les a perdus en droit ? Si l'assemblée des 27 et 28 août 1732 a privé l'Eglise de ses droits, l'évêque, le Chapitre et les curés devront désormais comparaître à Tourtemagne pour leurs affaires, et ce transfert de la diète

à Tourtemagne n'a pas d'autre but que de supprimer toute intervention de l'Eglise, qui devra accepter les lois et ordonnances du nouveau gouvernement. Notre auteur exclut de son libre état démocratique (*freyen Demokratischen Stand*), régi uniquement par les autorités que les communes élisent, l'évêque qui est pourtant reconnu par tous les dizains comme le chef de toutes les autorités, en vertu de l'article 176 du *Landrecht* qui consacre le droit de sa Grandeur de confirmer et d'assermenter les juges<sup>60</sup>.

Par son affirmation, l'auteur anonyme repousse également toute autorité temporelle, que ce soit celle des juges, des bannerets ou des capitaines de dizain. Il dit encore : nous serions tenus pour Etat aristocratique si deux seigneurs seulement disposaient du pouvoir (*...under einen Aristocratischen Stand, wo nur zwey Herren Vorgesetzte von der Herrschafft alles regieren*). Ne rejette-t-il pas ainsi l'évêque et le Bailli ? Il ne tolère ni démocratie ni aristocratie, mais se contredit soi-même et ne cherche qu'à renverser le régime de l'Etat (*Regiments Ordnung*). Il n'en résultera que du malheur.

Examinons plutôt en quel genre de gouvernement libre nous vivons (*freyen Regierungs-Stand*) : l'Etat aristocratique est un gouvernement non seulement par deux, mais par plusieurs, choisis parmi les meilleurs, comme c'est le cas pour le Conseil vénitien : tel n'est pas notre régime. Il y a Etat démocratique lorsque les communes gouvernent par l'autorité qu'elles élisent, comme dans les libres cantons de la Suisse. Mais chez nous, il est démontré que l'évêque et le Chapitre ont des droits dans le gouvernement et leur fondement est inébranlable ; et cela ne nuit aucunement à la liberté : les communes élisent leur autorité et leurs députés aux diètes. Les députés parlent à la place et au nom de leurs dizains et communes, dans les limites des pleins pouvoirs qu'ils en reçoivent. Les débats et les décisions de la diète sont insérés dans un recès remis à chaque dizain et soumis à son appréciation (*Gutachtung*). Les deniers communs sont répartis comme de tout temps. Les offices et les charges de l'Etat ne sont pas réservés à certaines familles ou Maisons, mais accessibles à tout ressortissant capable des libres communes. N'est-ce pas là un Etat libre et heureux ? ...

2) L'auteur anonyme se demande si l'on doit se montrer faible, indifférent, insouciant et sans foi sur les points décidés par la *Lands-gemeinde*, et si les communes peuvent se montrer inconstantes dans leurs actes concernant les matières graves et les ordonnances qui ont été traitées avec tant de peine, de fraternité, de bonne foi et à l'unanimité, pour la défense de la liberté ...

<sup>60</sup> Voir Heusler, *op. cit.* pp. 339-340, c. CLXXII.



Réponse : il n'y a pas eu de *Landsgemeinde* ni d'assemblée générale, mais une réunion irrégulière et invalide, contraire à une règle fondamentale respectée par tous les Etats et Pays, sans laquelle un Etat ne peut subsister. En effet, l'article 175 de notre *Landrecht*<sup>61</sup> fixe deux diètes, l'une à Noël et l'autre en mai, pour tous les recours et appels, et permet à l'évêque et au Bailli de convoquer des diétines ou diètes extraordinaires pour les cas graves, sous réserve que le Bailli ne convoque pas de diète à l'insu et contre le gré du Prince, sauf cas d'urgence. Or, cette assemblée s'est réunie sans convocation de l'évêque ni du Bailli, donc contrairement au droit, sans qu'il y ait eu péril pour le Pays, ni de la part des autorités, quoi qu'on en ait dit. S'il n'en était pas ainsi, pourquoi aurait-on réclamé l'impunité dans l'article 35 ?

De plus, on conteste à cette *Landsgemeinde* le droit de procéder à des actes importants et de prendre des ordonnances, car il est dit clairement dans la protestation jointe au *Landrecht* et qui a force de loi comme lui, qu'aucune modification ne peut se faire sans l'autorité ecclésiastique et civile dont les sceaux respectifs sont apposés au *Landrecht*, et dont le *Landrecht* tire sa substance et sa force<sup>62</sup>. Ce texte montre qui a le pouvoir d'innover ou de modifier : c'est l'évêque, le Chapitre et les 7 louables dizains réunis. Les gens réunis à Viège, qui n'avaient pas le droit de convoquer une assemblée, n'avaient donc pas pouvoir de modifier quoi que ce fût, ni de prendre des ordonnances valides, à supposer encore qu'elles eussent été utiles à la chose publique. Ceux qui veulent défendre et continuer ce genre d'assemblées montrent avec quelle légèreté, avec quelle indifférence et insouciance ils respectent les lois (*Satzungen*) de la Patrie ; ils montrent avec quelle inconstance ils agissent dans des cas graves, puisqu'ils n'hésitent pas à violer le *Landrecht* juré solennellement par les autorités.

Concédonc que ces articles n'ont pas été forgés sans peine : les agitateurs récoltent nécessairement des ennuis. Et a-t-on procédé « fraternellement » ? Personne ne pourra nier ce dont chacun se souvient : beaucoup ont été contraints à se mettre en route ; certains dizains n'avaient élu aucun député, car la plupart d'entre eux ont protesté jusqu'au dernier jour qu'ils ne reconnaissent ni ne tiendraient aucune *Landsgemeinde*. C'est pourquoi ils désignèrent à la hâte leurs députés et ne leur donnèrent d'autre mandat que d'observer ce qui s'y passerait et d'en référer à leur dizain sans rien décider. Mais on les a contraints à donner leurs suffrages en recourant à la crainte et à l'intimidation. On a même contraint certains députés, qui arrivèrent avec une bonne journée de retard, à donner leur approbation sans savoir de quoi il s'était agi !

<sup>61</sup> *Ibid.*, p. 339, c. CLXXI.

<sup>62</sup> Suit la reproduction du texte, voir *ibid.*, p. 340, « *salva item...* »

Et voici avec quelle bonne foi on s'est comporté : plusieurs députés, voire des dizains entiers ont protesté, comme on le sait, contre tel ou tel point, sur le lieu même de l'assemblée. Mais les meneurs ont arraché la décision que l'on n'accepterait aucune protestation et l'on a écrit que tout avait été fait à l'unanimité. Ce n'est pas de la bonne foi, mais de la violence. Pas un homme sur vingt ne put dire autre chose que : « Nous approuvons, nous approuvons ». Était-ce également de la bonne foi que de violer le *Landrecht* juré, sans égard aux droits de l'Evêché, du Chapitre, de chaque dizain, ni à leurs anciennes coutumes, dont une diète a fait réserve par l'article 177 du dit *Landrecht* <sup>63</sup> ? Est-ce une réunion illégale qui pourra prendre des ordonnances contraires aux anciens droits et usages ?

On a suffisamment montré quelle a été l'«unanimité» ; mais il faut encore observer qu'aucun dizain ne voulut tolérer cette assemblée sur son territoire. Les dizains inférieurs ont dû monter jusqu'à Viège, et comme les dizains supérieurs y parvinrent en même temps, la réunion s'y tint à l'improviste. Notre auteur ne peut prouver qu'il y eut unanimité : chacun sait que des dizains entiers n'ont consenti à rien, et dans les autres, les agitateurs ont contraint le peuple : aucun dizain n'est donc engagé. Quant au «maintien de la liberté» dont parle encore notre auteur, on a déjà établi que la liberté ne courait pas le moindre danger, mais quelques esprits remuants l'ont fait croire, ne sachant quel prétexte donner à leur rage, mais sachant bien qu'ils exciteraient ainsi le peuple. Comme l'année dernière, ils n'ont pas voulu écouter l'autorité, ni même leurs chefs spirituels, mais ils les ont injuriés lorsqu'ils voulurent défendre la vérité. Voilà comme on agit «fraternellement, de bonne foi et à l'unanimité».

3) L'auteur anonyme poursuit en disant : si nous renoncions à notre entreprise, nous donnerions prétexte aux «Messieurs» de rire et de se moquer de nous à l'avenir. — Mais doit-on persévérer orgueilleusement dans l'erreur et résister à la vérité ? Et il n'y a rien de risible ici : Dieu et l'Eglise se réjouiront du rétablissement de l'unité. Mais notre auteur ajoute : les «Messieurs» deviendront plus arrogants à l'égard des communes, restreindront ou arracheront leurs libertés l'une après l'autre.

Réponse : cette fausse crainte est destinée à aveugler le peuple. Les «Messieurs», c'est-à-dire l'autorité responsable (*die Sorgtragende Obrigkeit*), ont recherché, dans l'alliance avec la Suisse (*Schweitz-Alliantz*), à protéger la liberté du Pays et de chaque localité en particulier. On

<sup>63</sup> Suit le texte du *Landrecht*, voir *ibid.*, « *salvis in praemissis...* »

leur fera grief de la *Guerre des Ringlis* (*Ringel-Krieg*)<sup>64</sup>, dont le peuple parle sans discrimination et sans motif, comme il le fait encore pour la dernière guerre en Suisse ; notre auteur ne manque pas de l'interpréter comme un attentat à la liberté ; il écrit en effet : rappelez-vous donc un peu ce qui s'est passé dans cette campagne en haillons (*Lumpen-Krieg*)<sup>65</sup>, par qui elle a été dirigée, entre les Bernois et les Zuricois d'une part, et les V cantons libres, Uri, Schwyz, Unterwald, Zoug, Valais et Lucerne d'autre part, etc.

Réponse : puisqu'on était en guerre contre Berne et Zurich, c'est à juste titre que nous avons fait campagne avec nos Confédérés, car notre alliance vise à protéger non seulement notre liberté, mais encore notre foi. C'est pourquoi nous avons renouvelé notre alliance avec les Cantons Catholiques, du consentement de Sa Grandeur le prince-évêque, du Chapitre et de chaque dizain. On ne peut faire grief aux autorités d'avoir envoyé du secours conformément à cette ancienne alliance. Si nous n'avons pas été bien conduits, la faute ne nous en est pas imputable. Et il faut être sottement audacieux pour oser blâmer d'une manière si indigne le *Vorort* de la Confédération catholique. Notre auteur, qui peut tout critiquer, aurait-il pu tout prévoir ? Si les autorités n'avaient voulu envoyer aucun secours, on les aurait accusées de félonie et de trahison ; parce qu'elles en ont envoyé, on craint pour la liberté. Les faux soupçons et l'insoumission du peuple à l'égard de ses autorités sont cause de ses fréquents malheurs. Respectons notre alliance fédérale aussi bien qu'au moment de sa conclusion, et notre liberté sera bien garantie : avons-nous eu une seule guerre à subir depuis lors ?

4) L'auteur anonyme s'écrie : on dirait maintenant que les «Messieurs» en charge ont agi justement et pour le mieux dans le traité passé avec Mandel (*Mandelischen Tractat*)<sup>66</sup>, tandis que nous aurions agi injustement et mal, ce dont nous devrions nous accuser !

Nous répondons en premier lieu que cette assemblée n'a pas été convoquée pour révoquer le traité concernant les mines, car le Bailli et le conseil des dizains y avaient déjà pourvu. D'autre part, l'auteur n'admet pas tout à fait que les autorités aient agi justement et bien. Pourquoi a-t-on proclamé l'impunité des membres de la *Landsgemeinde* ? Serait-ce qu'ils n'ont pas agi en toute justice ? Pourquoi a-t-on mis fin si discrètement aux cris et au tumulte causés par l'affaire des

<sup>64</sup> Sur cette mobilisation des troupes bas-valaisannes en 1680, qui se termina par une distribution de «ringlis» de pain aux soldats, voir Grenat, *op. cit.*, pp. 330-331 et J.-B. Bertrand, *op. cit.*, pp. 39-43.

<sup>65</sup> Sur la guerre de Villmergen, voir Grenat, *op. cit.*, pp. 348-365.

<sup>66</sup> Voir à ce sujet *ibid.*, pp. 366 et suiv.

mines ? N'est-ce pas parce qu'on a dû reconnaître que, dans ce traité, rien n'était préjudiciable à la liberté et à la Patrie ? Pourquoi en est-on venu à d'autres sujets totalement étrangers à la question des mines, par exemple à la modification, voire à l'abolition des anciens usages et du *Landrecht* ? Pourquoi a-t-on voulu opprimer les droits de l'Eglise, et pourquoi a-t-on voulu ériger en personnes de droit public (*zu Stands-Persohnen*) les communes qui étaient sous seigneurie de l'évêque et du Chapitre, et exclure l'évêque et le Chapitre ? Qu'est-ce que cela a de commun avec les mines ? N'est-ce pas insensé, injuste et mauvais, ne s'agit-il pas de «droits injustifiés et de lois stupides» selon la propre expression de l'auteur ?

5) Notre auteur anonyme poursuit : si nous cédions, tous nos frais, notre fidélité, notre charité et notre entente seraient perdus. — Hélas oui, que de frais inutiles ! Les pasteurs des âmes devront à nouveau semer les germes de la charité chrétienne et de l'unité, que ces sinistres oiseaux ont dispersés. Et il convient de remarquer que c'est par les soins et les peines des pères de notre gouvernement qu'a été réuni l'argent qui, maintenant, a été si malheureusement dissipé : car autrefois, le trésor public n'aurait pas pu payer une telle réunion.

6) L'auteur anonyme dit : les Messieurs et les communes bien intentionnés autrefois envers la *Landsgemeinde* (bien sûr, il n'ose pas dire les dizains, puisqu'aucun d'eux n'a donné son approbation !) ont été appelés chefs d'émeute, et leurs enfants ont été persécutés par les «Messieurs» ; désormais, aucun ressortissant des dizains ne pourra se fier à quiconque, aucun dizain n'accordera secours, conseil ou subside à un autre pour le bien de la chose publique ni pour le maintien de la liberté, qu'on est en danger de perdre, etc. — C'est là un appel à la violence, et la conscience de ces gens doit être bien tourmentée quand on les appelle chefs de sédition. Pourquoi demandent-ils si instamment secours pour la défense de la liberté ? La liberté serait-elle la mère et la protectrice de tous les crimes ? Est-il bon d'être libre pour renverser impunément l'Eglise et tous les droits ? Ce sont ces fauteurs de troubles, ces «protecteurs de la Patrie», comme ils s'intitulent, qui ruinent la liberté : en effet, ils privent l'Evêché et le Chapitre de la liberté en les excluant du pouvoir civil et les exposent du même coup au grand danger de perdre leurs seigneuries, ce qui revient à priver l'Eglise de ses dignités et de ses droits. Ils suppriment aussi la liberté de l'autorité temporelle, car notre auteur écrit qu'un peuple est libre si les communes gouvernent par l'intermédiaire des autorités qu'elles élisent. Mais les fauteurs de troubles gouvernent sans autorité et agiront ainsi à l'avenir chaque fois qu'il leur plaira. Ils veulent

même se soumettre la justice que Dieu a instaurée, en lui interdisant de punir les crimes. Ainsi personne ne pourra attendre de quiconque à l'avenir une aide fidèle, ni un conseil, ni un appui, mais nous devons craindre bien des troubles et d'autres maux. Voilà comment nos législateurs privent encore les communes de leur liberté : car si l'on enlève à celle-ci ses anciens droits et à celle-là ses anciens usages, on ne peut plus parler de peuple libre ! Si chacun peut modifier les lois du Pays ou les violer, plus personne n'est libre, mais chacun est sujet des autres, car ce que l'un construit, l'autre le démolit ou le détériore.

7) L'auteur anonyme ajoute : si nous abandonnions nos nouvelles dispositions, nous ruinerions tout notre prestige auprès des princes étrangers et des seigneurs voisins, et nous nous ferions un mauvais renom auprès de nos voisins des cantons libres. — Mais ces propos fallacieux ne visent qu'à séduire honteusement les simples : conserverons-nous notre réputation à l'étranger en renversant les anciennes lois, les droits et les ordonnances judiciaires ? Si nous ne sommes pas fidèles à l'endroit de notre Patrie, l'étranger pourra-t-il nous croire et se fier à nous ? On voit par là quel tort, quelle honte et quelle dérision on a réservés à notre chère Patrie. Tous les Etats étrangers qui ont conclu des alliances avec nous sont scandalisés et ont perdu toute considération pour le Valais. Autrefois, on vantait les Valaisans qui, maintenant, se trompent et se séduisent réciproquement. D'où venait le prestige des Valaisans ? De ce que les membres de l'Etat (*Standspersonen*) se sont comportés si bien, avec une telle sagesse et prudence dans des circonstances difficiles, auprès des princes et des Etats voisins, qu'il en est résulté pour nous de la considération, de la gloire et des avantages. Il n'est pas vrai, comme le soutient notre auteur, que nous aurons mauvaise renommée auprès des libres cantons avoisinants si nous ne tenons pas de *Landsgemeinde*. La vérité est que nous conserverons notre renommée intacte si nous nous en tenons à nos anciennes institutions, tout comme les libres cantons maintiennent leur régime selon leurs coutumes et leurs lois, qu'ils respectent saintement et dont ils ne s'écartent jamais. Si nous nous écartons des lois de notre Pays, nous aurons mauvaise réputation auprès d'eux, nous passerons pour un peuple inconstant et changeant. De plus, les louables Cantons n'ont pas conclu leur alliance avec les 7 dizains seulement, mais encore avec l'Evêché et le Chapitre, pour lesquels ils n'ont pas un moindre respect. Si l'on veut exclure du gouvernement à la fois l'Eglise et l'autorité séculière, on viole du même coup toutes les alliances passées et renouvelées avec l'étranger. Cela nous vaudra-t-il une bonne renommée ?

Notre auteur anonyme veut bien couronner la fin de son méchant écrit ; il s'exclame : suivons nos ancêtres malgré leurs croix et leurs difficultés, car sans souci, sans peine, sans travail et sans unanimité, ils ne nous auraient pas donné la liberté. — Mais la croix, les difficultés, etc., de notre auteur consistent à recruter assez de partisans pour dépouiller l'Eglise de ses droits et pour tout bouleverser. Il vaut mieux imiter l'unanimité avec laquelle nos ancêtres ont juré fraternellement et solennellement le *Landrecht*, et promis de maintenir les droits et usages de l'Evêché, du Chapitre, de chaque dizain, commune et localité de la Patrie. Ce sera le sûr moyen de consolider la charité, la paix et l'unité, et le fondement sacré et immuable de la liberté.

L'auteur anonyme ajoute : nous nous imaginons qu'il n'y a aucun danger... Mais nous répétons que le seul danger provient des fauteurs de troubles ; il semble plutôt qu'il exagère fort ce terrible danger et s'efforce de l'entretenir, car il ne termine pas son discours d'une manière aussi pacifique qu'on l'avait cru au début, mais bien plutôt d'une façon révolutionnaire. Voici sa conclusion : si nous renonçons, nous pouvons craindre de voir la réalisation de tout ce que nous avons exposé, et nous pourrions nous accuser d'avoir été des Valaisans pusillanimes, indifférents, indolents, infidèles et parjures. — Aucun Turc, aucun païen n'a jamais traité aussi méchamment sa Patrie. Il fait preuve d'un esprit révolutionnaire, car il a clairement exposé ce qu'il souhaitait, savoir : que l'Eglise n'ait plus désormais aucune voix dans les diètes et assemblées générales ; que l'on puisse en exclure aussi à volonté les magistrats et les autorités de l'Etat ; que le commun peuple ou les communes aient seuls désormais compétence pour traiter les affaires importantes, établir de nouvelles lois, modifier le *Landrecht*, etc. Faute de quoi, ose-t-il écrire, nous ne serions pas un peuple libre. N'est-ce point le propre d'un esprit révolutionnaire que de vouloir instaurer de nouveaux statuts du Pays contre Dieu, contre l'Eglise, contre le *Landrecht* et la liberté ? Sa fureur est telle qu'il appelle Valaisans parjures et sans foi ceux qui ne se rangent pas à ses scandaleuses propositions. Pour mieux réaliser son projet, il fait tous ses efforts pour que l'on n'approuve pas le recès de la dernière diète régulièrement tenue dans le palais épiscopal<sup>67</sup>. Si notre auteur devait recruter assez d'adhérents (ce qui est tout à fait invraisemblable), son projet consisterait simplement à rejeter tout ce que l'on a approuvé, tout ce que l'on a tenu pour bon et louable, à vivre sans crainte de Dieu, sans lois ni droit, à devenir suspect et odieux aux yeux de Dieu et du monde.

<sup>67</sup> Il doit s'agir du recès de décembre 1732, qui traite de la convention passée avec Mandel et des litiges entre les dizains et la ville de Sion (voir de Courten, VI, pp. 543-546).

Et que l'on imagine ce qu'en dirait Sa Sainteté le Pape, qui protège les droits de l'Eglise. Que l'on se représente les funestes conséquences, les maux et les châtiments terribles qui nous atteindraient si nous changions nos anciens droits, nos lois et règles fondamentales. Ne vaudrait-il pas mieux, ne serait-ce pas plus sage et plus profitable de s'en tenir aux anciens droits, coutumes et ordonnances dans la paix, la charité et l'entente ? Que l'on y songe bien !

\*

Le 10 février 1733, l'évêque F.-J. Supersaxo, le Chapitre, la bourgeoisie et le conseil de la ville de Sion rédigèrent et scellèrent un projet de conciliation, dans l'espoir que les autres dizains ratifieraient cette œuvre de pacification. L'acte original montre que deux dizains le firent : la bourgeoisie de Loèche, avec Loèche-les-Bains, Jeitzinen, Agarn, Gampel, en date du 15 mars (*Laetare*) 1733, sous réserve de réciprocité en cas d'agression résultant du présent traité, et la Contrée de Sierre, avec la commune de St-Léonard, sous la même réserve que Loèche et ses consorts, mais sans indication de date<sup>68</sup>.

Cet acte évoque les événements des 27 et 28 août 1732, c'est-à-dire la *Landsgemeinde* qui avait voulu proscrire l'Eglise de Sion, l'Evêché, le Chapitre, les magistrats et les juges de l'Etat, et qui avait érigé des statuts nuisibles au pays, au grand scandale des Confédérés et des pays voisins. La paix commençait à renaître lorsqu'un écrit malveillant, paru en janvier 1733, s'en prit aux droits de l'Eglise et aux principes constitutionnels (*Regierungs-ordnung*) fondés sur le *Landrecht*. Son auteur prétendait maintenir la *Landsgemeinde*, avec les suites que l'on devine. C'est pourquoi on a décidé :

1) de refuser toute *Landsgemeinde*. Personne ne s'y rendra et personne n'y enverra de délégués. Personne ne tolérera de telles assemblées irrégulières sur son territoire.

2) de conserver le *Landrecht* comme loi fondamentale. On ne tolérera donc que les diètes prévues par ces statuts, où siégeront les personnes en charge députées par les communes, selon les coutumes et les ordonnances du pays. Autrement il n'y aurait plus de justice, le droit ne pourrait être rendu, les affaires publiques ne seraient plus

<sup>68</sup> Original aux AV, fonds ABS, 205/7, p. 155, 2 pages manuscrites en allemand, de 25/39 ½ cm., avec les sceaux des parties. Copie aux AV, fonds AT, L collectanea, T. I, No 151.



traitées, la confiance et la fidélité ne règneraient plus entre le Valais et ses voisins.

3) de considérer comme nul et non venus toute loi, tout jugement et toute sentence émanant de telles assemblées irrégulières (ce dont Dieu nous préserve !), et qui concernaient l'Etat ou le Pays. Car il faut préserver les droits et les libertés garantis par le *Landrecht*, et la confiance doit régner.

4) de ne modifier le *Landrecht* en aucun point sans le consentement de Sa Grandeur, du Chapitre et des VII dizains, comme on l'a juré. Ces trois parties ont érigé le *Landrecht* pour organiser la justice et l'Etat (*Vatterlandischer gerichts- und Staatsordnung*). Les originaux se trouvent à la chancellerie épiscopale, dans le dôme de Valère, et les copies authentiques, dans la chancellerie ou coffre de chaque dizain. Scellé par tous, ce *Landrecht* a été respecté durant de longues années, car les ancêtres ont engagé leurs descendants et y ont apposé leurs neuf sceaux. Chacun peut en déduire qu'il n'est pas permis de quitter les traces de nos ancêtres sans le consentement unanime des trois signataires ; de graves inconvénients pourraient en résulter. Si une assemblée irrégulière avait pouvoir de changer l'ordre établi, on n'aurait plus de lois fondamentales, ni de lois, on ne saurait plus quelle est la constitution (*Arth und Beschaffenheit*) de sa patrie. Il faut donc s'en tenir au *Landrecht*.

La conclusion de ce document est qu'on ne veut nuire à personne, mais assurer la paix et l'union dans le pays. Tous les membres de l'Etat (*Standsglieder*) et toutes les communes sont invités à s'entendre définitivement pour le bien de la Patrie.

Si tous les dizains n'ont pas scellé ce projet de pacification, c'est que l'émoi causé par l'écrit anonyme de janvier 1733 semble s'être apaisé avec le retour du printemps : la diète de mai se contenta de rappeler qu'on devait s'en tenir au *Landrecht*, au *Landfried* et aux lois des ancêtres. Quant à l'affaire Mandel, sa liquidation définitive fut confiée au Bailli<sup>99</sup>.

Les événements de 1732 ne constituent guère qu'une escarmouche entre la «démocratie» et le «patriciat» de la Diète. Mais il ressort des écrits politiques de 1733 que le Clergé sut profiter adroitement des innovations illégales de la *Landsgemeinde* pour rappeler ses droits souverains, reconnus dans le *Landrecht* de 1571, et qui avaient été menacés en même temps que ceux des dizains.

En effet, à côté de la réfutation des griefs d'un auteur anonyme contre les autorités, on voit apparaître l'argumentation suivante : la

<sup>99</sup> de Courten, VI, p. 552.

*Landsgemeinde* de Viège s'est réunie contrairement au droit, parce qu'elle n'a pas tenu compte de la coutume selon laquelle les autorités désénales représentent les dizains à la Diète, pas plus que du privilège en vertu duquel l'évêque et le Chapitre participent aux diètes et les président. D'autre part, le *Landrecht* ne prévoit que deux diètes ordinaires et des diètes extraordinaires, en cas d'urgence, sur convocation de l'évêque et du Bailli, mais encore ce dernier ne peut-il prescrire d'assemblée sans l'assentiment de l'évêque. Enfin, le Valais ne jouit pas d'un régime démocratique semblable à celui de certains cantons suisses : le *Landrecht* ne peut être modifié qu'avec le consentement unanime des trois parties qui l'ont scellé, c'est-à-dire des trois membres de l'Etat (*Standsglieder*), savoir l'évêque, le Chapitre et les VII Dizains.

Ainsi à la suite de l'appui qu'il avait prêté aux « autorités », notamment à la bourgeoisie de Sion, dont les droits souverains avaient été mis en cause par la *Landsgemeinde* de Viège, le Clergé crut le moment venu de rappeler qu'il pouvait également revendiquer des droits souverains dans l'Etat. A l'élection de l'évêque J.-J. Blatter, en 1734, le Chapitre ne manqua pas de réclamer le droit de siéger en diète « comme membre de l'Etat », et ce fut le point de départ de nouveaux débats assez vifs jusqu'en 1760, et qui se prolongèrent jusqu'à la fin de l'ancien régime <sup>70</sup>.

---

<sup>70</sup> Voir à ce sujet G. Ghika, *La fin de l'Etat corporatif...*, pp. 264-275, et *L'indépendance du Valais...*, pp. 441-448. Nous nous réservons de revenir sur ces faits dans une prochaine publication.